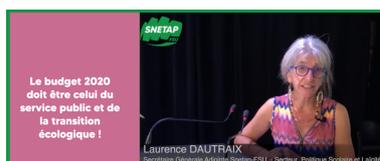


<https://snetap-fsu.fr/Une-politique-mortifere-dans-un-pays-touche-par-une-crise-inedite.html>



Une politique mortifère dans un pays touché par une crise inédite

- Nos Actions - Les Communiqués -



Date de mise en ligne : jeudi 24 septembre 2020

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

Cette rentrée est marquée par une crise sanitaire aux conséquences financières très lourdes pour les [EPLEFPA](#) estimées à plusieurs milliers d'euros pour le technique et le supérieur.

Toutefois seuls les établissements les plus en difficulté pour ne pas dire moribonds pourront bénéficier des aides de la [DGER](#) , aides et critères peu transparents à ce jour !

Cette rentrée c'est aussi beaucoup de publicité et de communication autour du plan de relance. Pourtant il est bien difficile d'y lire la volonté de notre ministère d'apporter aux établissements les moyens nécessaires pour surmonter la crise et préparer les jours de demain. Ce ne sont pas les millions d' euros pour la rénovation énergétique des bâtiments scolaires (axe porté par notre ministre) ou ceux pour une campagne de communication de l'enseignement agricole qui vont le permettre.

C'est encore moins le schéma d'emploi inscrit pour 2019/2022 qui prévoit **la suppression de 300 équivalents temps plein**, schéma contre lequel le Ministre Julien Denormandie dit vouloir se battre, tout en avouant qu'il va surtout éviter qu'il ne soit encore pire.

Pour le SNETAP [FSU](#), cette politique est mortifère. Le budget 2021 doit au contraire être celui du changement et du service public pour mettre en oeuvre « l'enseigner à produire autrement », pour faire face aux renouvellements de générations de paysan.nes, pour conforter l'enseignement agricole public qui gagne en effectif (contrairement au privé), pour faire du 7ème schéma de l'Enseignement Agricole (schéma dont l'écriture va commencer début 2021), un schéma ambitieux qui porte les défis environnementaux, éducatifs et sociétaux.

Pour le SNETAP-FSU, les [EPL](#) doivent être au coeur de la transition écologique. Cela doit se concrétiser par des moyens attribués aux centres, des emplois confortés et en augmentation et des programmes d'enseignement qui portent de façon transversale et sans équivoque la transition écologique, la justice sociale et la solidarité internationale.

Reprenant la proposition du SNETAP -FSU et en partenariat avec le [CFSI](#), l'Institut de Recherches de la FSU dans le cadre de son chantier « transition écologique et justice sociale » portera un plaidoyer sur l'agro-écologie dans les programmes scolaires qui sera lancé à l'occasion d'un **colloque au printemps 2021**. Il sera un moment fort pour mettre en avant le rôle clé des EPL dans la transition agro-écologique.